

15 juin 2010

APPEL A LA REFLEXION

Parce que personne ne détient la vérité et que personne ne peut préjuger de l'avenir de notre mouvement et de nos revendications, nous tenons à vous interroger sur la forme que doit prendre désormais notre mobilisation ou en tous les cas quelle orientation souhaitez-vous lui donner.

Le relevé de conclusions du ministère n'est pas de nature à nous satisfaire, naturellement, même si le mode de communication du cabinet a changé. Ce dernier s'est en effet évertué à nous rassurer et a tenté d'apaiser une situation on ne peut plus tendue.

Malheureusement, un certain nombre de questions demeure quant au master et la revalorisation salariale, le dispositif sur la VAE nous parvenant avant le 5 juillet. La pénibilité, quant à elle, appartient, pour le ministère, au souvenir...

Outre le master quasiment acquis pour les nouveaux diplômés, quelles sont les avancées à signaler ? Je m'interroge jusqu'à la nausée, symptôme ou maladie que Bachelot et ses sbires sont capables de vous inoculer sans même être à leur contact.

Le stock demeure la population lésée de ce protocole. Et que dire de la génération 2002-2012 que l'on peut désormais qualifier de sacrifiée voire ignorée. Celle-ci se retrouvera demain dans une situation inédite, entre les pré-2002 et les diplômés 2012 qui accéderont au grade d'IADE d'échelon à échelon. ..

Alors que faire ? Vous êtes, chacune et chacun, la voix, une voix du collectif que nous transmettons le plus fidèlement possible. Nous devons donc, ensemble, réfléchir sur la suite à donner à ce mouvement et tirer les leçons de ces derniers jours.

Je ne reviens pas sur la journée du 8 juin qui reste un souvenir me faisant encore frissonner. Elle a été une réussite totale et ce, grâce à la participation de chacun de nous.

La question qui s'impose donc à nous, aujourd'hui, est de savoir ce qu'il faudra réaliser dès demain pour faire plier ce ministère afin que ce dernier accède à nos demandes légitimes et justifiées.

Trois alternatives semblent s'offrir à nous sans qu'elles soient exhaustives.

La première concerne une nouvelle journée nationale forte, tout au moins autant que le 8 juin voire plus. On peut penser par exemple qu'une journée organisée un samedi nous permettrait de nous préserver des assignations abusives et peut-être de nous retrouver à 4000 dans les rues parisiennes. Malheureusement, un élément non négligeable a changé. Nous avons fait peur à un ministère, aux forces de l'ordre et à

la préfecture de Police de Paris. Désormais et la journée d'hier en est l'illustration, un dispositif conséquent sera déployé sur la capitale. Sachons donc que nous n'aurons plus la même liberté, même si je sais que l'imagination de notre profession est profuse !

Par ailleurs, un impact sur l'activité de nos blocs opératoires pourrait constituer une seconde piste de réflexions. Serions-nous capables de prendre notre service en montant un piquet de grève dans nos établissements respectifs et en disant que nous ne participerons pas à l'activité opératoire ? Tout en sachant que la responsabilité qui anime notre profession nous laissera effectuer les urgences (les vraies !) et seulement celles-ci. Des questions demeurent autour de ce sujet. Sommes-nous capables de le coordonner sur l'ensemble du territoire ? Sommes-nous capables de dire aux anesthésistes et chirurgiens que nous ne rentrerons pas au bloc opératoire ? Sommes-nous capables de supporter la pression de la direction ? Autant de questions qui doivent nous amener à évaluer cette possibilité.

Enfin, la troisième réflexion concerne un élargissement de notre mouvement à la profession infirmière voire aux autres catégories de professionnels. Sans nullement renier ou diluer nos revendications, acceptons-nous de nous mobiliser avec d'autres ? Sommes-nous capables de les informer et les amener dans la rue ? Un nombre de 10 ou 15 000 sera-t-il suffisant pour faire fléchir ce ministère ? Ceci n'est pas sûr...

En conséquence, cette lettre a pour objet de connaître vos propositions et d'évaluer votre disposition à aller jusqu'à un certain point dans la mobilisation. Fabrice et moi n'avons aucune réponse à toutes ces questions, simplement des convictions. Nous nous devons d'organiser une réponse face à cette nouvelle humiliation. Nous devons préparer demain et demain nous y sommes !

Nous attendons vos propositions, décisions et autres positionnements. Seules notre détermination et notre coordination entretiendront ce mouvement sans précédent qui ne peut se résoudre à des propositions ubuesques.

Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu.

Fabrice DEHOVE et Damien GUILLOU